

Communiqué de presse du 11 avril 2024

## **A contre-courant !**

**Le Gouvernement jurassien a présenté de nouvelles mesures à hauteur de 12 millions de francs concernant le budget 2024 de l'Etat. Nécessaires pour compenser l'absence des versements de la BNS, ces mesures touchent de façon disproportionnée le secteur agricole. Elles vont à l'encontre des décisions du législatif. Surtout, elles remettent en cause le travail responsable mené par les organisations agricoles dans le cadre du plan équilibre.**

Alors que le début de l'année fut marqué par les révoltes agricoles, le Gouvernement jurassien présente un lot de mesures nécessaires au fonctionnement des finances cantonales. Réparties en trois volets, elles touchent durement le monde agricole. Si le report de mesures du Plan climat à hauteur de 140'000.- retardera la mise en place de nouveaux programmes, le volet « mesures d'économies » frappent lui de plein fouet les familles paysannes jurassiennes. Sur les 2.6 mios d'économies réelles, 1.4mios concerne des rattrapages ou des augmentations d'émoluments. Ainsi, ce ne sont pas moins de 20% des réelles mesures d'économies qui touchent l'agriculture (élevage, PDR et CABI).

Une majorité du Gouvernement souhaite à nouveau puiser dans les moyens destinés à l'élevage dans le canton. Discutés au sein des mesures d'économies de 2021, retoqués par le Parlement jurassien en décembre 2022 et modifiés en avril 2023, l'exécutif fait fi des décisions et du travail responsable effectué en collaboration avec les organisations professionnelles. Il coupe arbitrairement 150'000.- dans les soutiens à l'élevage restant. Dans le processus du Plan équilibre 22-26, la profession avait accepté des efforts à hauteur de 600'000.- dans les charges annuelles et 300'000.- de réduction d'investissement. Elle démontrait par là sa responsabilité envers l'Etat jurassien, attendant des efforts semblables d'autres secteurs par la suite. La mesure visant uniquement les marchés de bétail avait alors été répartie, en collaboration avec les organisations d'élevage sur l'ensemble du secteur, touchant principalement l'élevage chevalin et la Fondation Rurale Interjurassienne. Aujourd'hui, ce processus nous déçoit. Il donne l'impression d'une majorité du Gouvernement s'attaquant successivement à ce qu'elle considère comme moins importante, à savoir le soutien à l'élevage.

La nécessité de transparence dans la formation des prix et des marges au sein des filières fut rappelée à de nombreuses reprises en ce début d'année. Les marchés de bétail permettent dans le canton de lutter contre l'opacité des prix d'achats dictés par les acteurs en aval. Ils génèrent en ce sens des plus-values importantes pour l'ensemble du monde agricole, dont les finances cantonales profitent *in fine*. Ces coupes sont ainsi hasardeuses au regard de leurs effets, mais surtout des décisions récentes du législatif. Le Parlement jurassien s'était encore engagé par une résolution au maintien des dépenses liées à l'agriculture en mars dernier.

*Contacts :*

*Nicolas Pape, président d'AgriJura, 079 317 40 81*

*François Monin, directeur d'AgriJura, 079 559 78 66*